

Il faut se résigner, convient le président du Conseil du patronat

LP lapresse.ca/le-droit/actualites/ville-de-gatineau/201011/30/01-4347971-il-faut-se-resigner-convient-le-president-du-conseil-du-patronat.php

Mathieu Bélanger

Le Droit

Le gouvernement de Jean Charest devra tôt ou tard se résoudre à lancer une enquête publique sur l'industrie de la construction et le financement des partis politiques, a indiqué ce matin le président du Conseil du patronat du Québec (CPQ), Yves-Thomas Dorval, de passage à Gatineau.

Le CPQ était la dernière organisation à refuser de se prononcer sur le besoin de tenir une enquête publique au Québec. La vitesse à laquelle les choses ont déboulé au cours des dernières semaines force M. Dorval à adopter aujourd'hui une position plus claire en faveur d'une enquête publique.

« Force est de constater - et je suis le premier à le reconnaître - que les raisons pour lesquelles j'étais réticent à la tenue d'une enquête publique, soit l'exposition de l'image du Québec à l'extérieur et le fait que des gens honnêtes soient éclaboussés surviennent *pareil* », a avoué Yves-Thomas Dorval en entrevue avec *LeDroit*.

« À un moment donné, c'est comme un mal de dent. Il faut se résigner à aller chez le dentiste et faire arracher la dent qui fait mal, a-t-il poursuivi. Le gouvernement n'aura pas le choix, à un moment donné, d'aller vers une enquête publique. »

Le président du CPQ est toutefois d'avis qu'il faut laisser le temps aux enquêtes policières d'aboutir. Les faits qui en découleront pourront ensuite servir de base à une enquête publique élargie.

« La Commission Cliche s'est tenue après 10 ans d'écoute électronique, rappelle-t-il. Le procureur qui était Lucien Bouchard avait ainsi entre les mains des faits lui permettant de réfuter certaines allégations. Il ne faut pas que la commission d'enquête ne serve qu'à lancer des allégations en l'air. Il faut avoir des faits et à mon avis les enquêtes policières en cours seront très précieuses. »

M. Dorval est aussi d'avis que l'éventuelle commission d'enquête ne devrait pas être « publique » afin de protéger les gens de fausses allégations qui pourraient ressortir des audiences. « Les médias pourraient y assister, mais il faudrait pouvoir empêcher que les noms des personnes dont il sera question puissent être publiés pour protéger le processus légal. »

« Un ménage à faire »

Le gouvernement se doit toutefois d'agir, sans attendre la fin des enquêtes policières, ajoute le président du CPQ.

« Le gouvernement a déjà modifié certains éléments dans l'attribution des contrats provinciaux, mais on voit que le problème actuel se trouve plus au niveau des municipalités, explique-t-il. Il y a un ménage à faire là-dedans et nous n'avons pas besoin d'une enquête publique pour ça. Tout ce que ça prend, ce sont des gens brillants qui ont des formations de vérificateurs et qui seront capables de bien analyser le processus d'octroi des contrats. »

Le volet des relations de travail dans le milieu de la construction est un autre élément qui découle d'une réglementation pouvant être analysée, selon M. Dorval.

« Il y a un contrôle du placement de la main-d'oeuvre exercé par les syndicats dans le milieu de la construction et c'est sûr que cela peut mener à des jeux de pressions énormes sur les chantiers, soutient-il. Le gouvernement n'a

pas besoin d'une commission d'enquête pour agir à ce niveau-là. »